

Principaux messages

Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale, octobre 2023

Gagner en résilience et promouvoir une croissance inclusive

- La tenue des Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI dans le monde arabe pour la première fois depuis deux décennies offre une excellente occasion de repenser le modèle de développement de la région.
- La croissance dans de nombreux pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale (région MOAC) ralentit, sous l'effet conjugué d'un resserrement des politiques, de la réduction de la production de pétrole et de difficultés sur le plan intérieur.
- L'inflation fléchit, mais d'importantes différences persistent entre les pays. Le niveau élevé de la dette dans certains pays continue de poser des problèmes.
- La balance des risques est devenue plus favorable depuis avril grâce à l'atténuation de difficultés au niveau mondial. Les risques demeurent cependant orientés à la baisse et les dangers liés au climat s'accroissent.
- La priorité est toujours de mener des politiques restrictives pour juguler l'inflation et préserver la viabilité de la dette et la stabilité financière. La politique macroprudentielle peut alléger les tensions entre les objectifs de stabilité des prix et de stabilité financière.
- Les réformes structurelles peuvent permettre d'améliorer les perspectives de croissance à court et à long termes. Définir de façon stratégique l'enchaînement et l'articulation des réformes peut démultiplier les bienfaits générés par la croissance.
- La promotion de la croissance inclusive devra passer par des réformes substantielles afin de réduire l'écart entre les modèles de croissance d'hier et les besoins de demain.

La croissance dans la région MOAC ralentit cette année alors que des problèmes anciens persistent.

Au *Moyen-Orient et en Afrique du Nord* (région MOAN), la croissance du PIB réel devrait baisser à 2,0 % cette année (soit une révision à la baisse de 1,1 point de pourcentage depuis avril), car les politiques restrictives visant à préserver la stabilité macroéconomique, la réduction de la production de pétrole décidée par l'OPEP+ et des obstacles propres à certains pays brideront l'activité. À mesure que se dissiperont certains de ces facteurs, l'activité devrait se renforcer en 2024, la croissance atteignant 3,4 % (sans changement par rapport à avril), mais elle devrait à moyen terme demeurer en deçà de sa moyenne historique d'avant la pandémie.

Malgré un certain tassement, la croissance du PIB réel dans les pays du *Caucase et d'Asie centrale* (région CAC) devrait rester relativement vigoureuse en 2023 et s'établir à 4,6 % (soit une révision à la hausse de 0,3 point de pourcentage), grâce au maintien des retombées des flux commerciaux et financiers depuis la Russie et à la vitalité de la demande intérieure. La normalisation progressive de ces flux freinera probablement l'activité en 2024, la croissance restant toutefois forte, à 4,2 % (soit une révision à la baisse de 0,3 %). Dans un contexte marqué par la persistance de problèmes structurels, la croissance à moyen terme devrait rester modérée.

L'inflation recule, mais reste élevée dans certains pays. Le taux moyen d'inflation dans la région MOAN devrait culminer à 17,5 % en 2023 (en partie du fait de la forte inflation enregistrée dans un petit nombre de pays ; hors Égypte et Soudan, ce taux atteindrait 13,4 %) avant de ralentir à 15,0 % en 2024 (9,7 % hors Égypte et Soudan). Dans la région CAC, le relâchement des tensions sur les prix devrait se poursuivre et l'inflation devrait passer de 11,0 % en 2023 à 8,3 % en 2024.

Les conditions de financement demeurent généralement défavorables. Les banques centrales de la région MOAN ont continué à relever leurs taux en 2023, bien que plus lentement que l'an dernier. Le cycle de la politique monétaire semble avoir atteint son pic dans la région CAC. Une hausse des taux d'intérêt plus forte et plus durable pourrait mettre à rude épreuve les institutions financières de la région MOAC, ce qui compromettrait la rentabilité du secteur, l'octroi de crédit, la croissance économique et la stabilité financière.

Les risques se sont estompés depuis avril, mais ils demeurent orientés à la baisse. Côté positif, une baisse mondiale de l'inflation plus rapide que prévu desserrerait les facteurs poussant les banques centrales à relever encore les taux d'intérêt. Côté négatif, un ralentissement plus important que projeté en Chine ou dans les principaux pays avancés pourrait affaiblir la demande extérieure. Une escalade de la guerre en Ukraine pourrait raviver les tensions sur les prix et exacerber l'insécurité alimentaire. Des chocs climatiques ou des catastrophes naturelles pourraient avoir un effet préjudiciable sur les infrastructures, la production agricole, les prix de l'alimentation et la stabilité sociale.

Dans un contexte de rigueur macroéconomique, les réformes structurelles peuvent contribuer à renforcer la résilience et à rehausser la croissance.

Politique monétaire : maintenir l'accent sur la stabilité des prix. Dans les pays où les tensions inflationnistes perdurent, il est essentiel de conserver une politique monétaire restrictive jusqu'à ce que la désinflation s'affirme de façon tangible. Dans certains pays, il faudra peut-être procéder à un nouveau tour de vis. Par exemple, les taux directeurs demeurent inférieurs aux taux naturels estimés à l'aide de modèles en Égypte, au Pakistan et en Tunisie et les tensions inflationnistes toujours vives dans certains pays exportateurs de pétrole (Algérie, République islamique d'Iran) donnent à penser que le durcissement monétaire doit se poursuivre. Dans les pays où l'inflation revient vers sa cible et où les poussées inflationnistes faiblissent, il conviendra d'assouplir la politique monétaire en faisant preuve de prudence et en prêtant suffisamment attention aux signes de regain de tensions sur les prix.

Politique budgétaire : constituer des marges de sécurité pour accroître la résilience. Il serait bon de poursuivre les efforts d'assainissement des finances publiques de façon à dégager des marges de sécurité et à préserver la viabilité de la dette, en particulier dans les pays émergents. Dans les pays exportateurs de pétrole, la diversification économique et l'augmentation des marges de manœuvre budgétaires contribueraient à la résilience. Tous les pays gagneraient à améliorer la mobilisation des recettes intérieures et l'efficacité des dépenses. Les réformes budgétaires (meilleure transparence du budget et adoption d'un cadre budgétaire à moyen terme réaliste, par exemple) amplifieront les effets des autres mesures et faciliteront l'accès au financement sur les marchés extérieurs.

Réformes structurelles : transformer l'économie pour se préparer aux défis de demain. Il est également primordial d'appliquer des réformes structurelles pour résoudre les difficultés économiques qui entravent de longue date la croissance dans la région MOAC. Ainsi, mettre en œuvre un programme de réformes de première génération, portant sur la gouvernance, le secteur extérieur et la qualité de la réglementation, pourrait entraîner un gain de production de près de 10 % au bout de cinq ans. Les réformes de la gouvernance sont particulièrement importantes et peuvent avoir un impact positif sur la production même lorsque la croissance est faible ou que la marge d'action est relativement limitée. De grandes réformes de

la gouvernance pourraient faire augmenter la production d'environ 6 % au bout de cinq ans. Les réformes de la gouvernance ne sont pas les seules à avoir des retombées favorables. En particulier, les réformes sur la qualité de la réglementation ont un effet bénéfique sur la production, permettant une hausse de cette dernière de 4 % au bout de cinq ans.

Le FMI a renforcé son soutien à la région.

- Les Assemblées annuelles 2023 de la Banque mondiale et du FMI, organisées à Marrakech, constituent un lieu d'échange de vaste portée sur les défis auxquels sont confrontées la région et l'économie mondiale. Les grands thèmes de l'édition de cette année sont : accroître la résilience, parvenir à une reprise porteuse de transformation et donner un nouvel élan à la coopération mondiale.
- Depuis le début de la pandémie, le FMI a octroyé 34 milliards de dollars de nouveaux financements à 15 pays de la région MOAC (dont 26,3 milliards à 8 pays de la région MOAN) et alloué 49,3 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux pour augmenter les avoirs de réserve de la région. Au cours de l'année écoulée, des programmes ont été approuvés avec l'Arménie, l'Égypte, le Maroc, la Mauritanie et le Pakistan. En outre, depuis 2020, le FMI a fourni des financements d'urgence à hauteur de 6 milliards de dollars et a étoffé ses instruments dans ce domaine. Le Maroc est récemment devenu le premier pays de la région MOAC à bénéficier de la facilité pour la résilience et la durabilité, instrument du FMI qui offre un financement à long terme en vue de renforcer la résilience par un soutien à des réformes qui réduisent notamment les risques liés aux changements climatiques.